

la mère patrie, en présence des difficultés qu'elle avait à surmonter dans le Sud-africain, et nous nous déclarions prêts à l'appuyer.

Personne n'a déclaré alors que nous devions faire quelque chose de plus; et je me suis permis de demander à l'honorable sénateur de Marshfield (l'honorable M. Ferguson) pourquoi il n'avait pas proposé, lors de la présentation des résolutions, l'envoi d'un contingent. Je regrette de m'être adressé directement à l'honorable monsieur que je viens de nommer. En disant: "Pourquoi n'avez-vous pas fait telle chose," je n'ai pas voulu désigner l'honorable monsieur en particulier. J'ai voulu plutôt désigner la gauche de cette chambre, parce que, d'après mon souvenir, l'honorable monsieur n'a pas pris part à la discussion des résolutions. Puis, l'honorable chef de la gauche a dit dans son discours sur l'adresse que nous discutons maintenant, que le gouvernement aurait dû de suite décider l'envoi d'un contingent. Je ne me souviens pas que l'honorable chef de la gauche se soit exprimé auparavant dans ce sens. J'ai lu depuis le discours que l'honorable chef de la gauche a prononcé dans cette Chambre sur les résolutions proposées par l'honorable ministre de la Justice et appuyées par l'honorable chef de la gauche. Je lirai ce que l'honorable chef de la gauche a dit dans cette occasion. A la page 1010 des *Débats* du Sénat de l'année dernière, je trouve les lignes suivantes:

Bien qu'il ne soit pas même du ressort de cette Chambre de suggérer l'allocation d'une certaine somme pour aider la mère-patrie à faire face aux frais d'une guerre, si, malheureusement, une guerre était déclarée, nous pouvons, au moins, dire que toute allocation qui serait demandée pour cet objet par les Communes, sous quelque gouvernement que ce soit, serait de suite ratifiée par le Sénat.

Or, cette déclaration ne signifie pas que le gouvernement serait justifiable, pendant les vacances du parlement, de dépenser une somme considérable d'argent pour aider la mère patrie à poursuivre sa guerre Sud-africaine. Cette déclaration dit simplement: "Si malheureusement une guerre est déclarée," et l'honorable chef de la gauche ne s'attendait pas plus, lui-même, à une guerre que la plupart d'entre nous—et il s'est contenté de dire: "Si une guerre était déclarée toute allocation votée par la Chambre des communes serait ratifiée par le Sénat." On remarquera que l'honorable sénateur de Marshfield qui tient généralement à se ren-

Hon. M. POWER.

fermer dans les limites du vrai, s'est montré fort véridique dans le présent débat et il a voulu pénétrer ma pensée. Je sais que cet honorable monsieur est très laborieux, un gentilhomme accompli et un monsieur très renseigné; mais je ne savais pas que, en sus de ses autres aptitudes, il possédait la faculté de lire dans la pensée d'autrui. Quels sont les faits? Le gouvernement a pris l'initiative dans le mois d'août. On ne s'attendait pas alors que la guerre serait déclarée. Puis, le gouvernement a reçu du secrétaire des colonies une dépêche datée du 3 octobre. La guerre était alors certaine. L'honorable sénateur de Marshfield l'a dit, lui-même. Il a déclaré—ce que nous savions tous—que l'Angleterre s'était jusqu'alors abstenue d'envoyer des troupes dans le Sud-africain pour ne pas provoquer la guerre. Si l'Angleterre n'a pas envoyé, elle-même, des troupes dans le Sud-africain, pourquoi en aurions-nous envoyé nous-mêmes? Pourquoi aurions-nous organisé alors un contingent pour le Sud-africain, lorsque personne ne savait si la guerre devait être déclarée ou non, et lorsque la mère patrie, comme je l'ai dit déjà, n'avait pas encore osé, elle-même, envoyer des troupes, vu qu'elle craignait de provoquer la guerre en le faisant.

L'honorable M. MACDONALD (C.A.): Personne ne croyait alors à la guerre.

L'honorable M. POWER: Mais l'honorable chef de la gauche a blâmé le gouvernement de ne pas avoir pris immédiatement l'initiative en recevant la dépêche du secrétaire des colonies, M. Chamberlain.

L'honorable M. MACDONALD: Non.

L'honorable M. POWER: Je demande pardon à l'honorable monsieur. Ce que je viens de dire est un fait incontestable. Supposé que le gouvernement ait agi comme le chef de la gauche est d'avis qu'il aurait dû le faire, le 3 ou le 4 octobre—supposé que des instructions aient été alors données d'assembler un grand nombre de soldats à Ottawa ou Québec pour les expédier dans le Sud-africain, et supposé que la guerre n'eût pas encore été déclarée, qu'est-ce que les honorables messieurs de la gauche auraient dit au gouvernement dans ces circonstances? Ils auraient dénoncé le gouvernement pour avoir inutilement gaspillé les fonds publics